

Zoom sur ...

... les dernières annonces des bailleurs de fonds internationaux en réponse à l'épidémie de COVID-19

- ❖ **La Banque mondiale déploie une première série d'opérations de soutien d'urgence pour un montant total de 1,9 Md USD dans 25 pays en développement, dont 47,7 M USD en Afrique de l'Ouest**

[Le conseil d'administration de la Banque mondiale](#) a approuvé le 2 avril **une première série d'opérations de soutien d'urgence** en faveur des pays en développement, en activant un mécanisme d'aide accélérée dédié pour faire face à la pandémie de COVID-19. **Ce premier groupe de projets d'un montant global de 1,9 Md USD** est destiné à accompagner 25 pays à travers le monde, **dont 12 pays africains** – notamment **le Cap-Vert** (5 M USD), **la Gambie** (10 M USD), **la Mauritanie** (5,2 M USD), **le Sénégal** (20 M USD) et **la Sierra Leone** (7,5 M USD). Pour rappel, le groupe a déjà annoncé le 17 mars qu'il porterait **ses financements contre le COVID-19 à 14 Mds USD, dont une contribution de 8 Mds de la Société financière internationale** (IFC), avec des financements visant à aider les entreprises touchées par la pandémie et protéger les emplois. Par ailleurs, le Groupe de la Banque mondiale s'emploie à finaliser **un programme économique de plus grande envergure à l'échelle mondiale visant à débloquer jusqu'à 160 Mds USD** au cours des 15 prochains mois en vue de soutenir l'adoption de mesures qui aideront les pays à affronter les conséquences immédiates de la pandémie de COVID-19 et favoriser le redressement de l'économie.

- ❖ **La Banque africaine de développement crée un fonds de 10 Mds USD contre le coronavirus**

[La Banque africaine de développement \(BAfD\)](#) a annoncé, le 8 avril 2020, **la création d'un fonds doté de 10 Mds USD** pour aider les pays membres régionaux à lutter contre la propagation du COVID-19 sur le continent. Le fonds est doté de **5,5 Mds USD pour les opérations souveraines** dans les pays membres de la Banque et de **3,1 Mds USD pour les opérations souveraines et régionales via les pays du Fonds africain de développement**, le guichet de prêt à taux concessionnels du Groupe de la Banque chargé de répondre aux besoins des pays fragiles. **Un montant supplémentaire de 1,35 Md USD sera consacré aux opérations du secteur privé.** [Pour rappel, la BAfD a levé 3 Mds USD dans le cadre](#)

[d'une obligation à 3 ans](#) afin d'aider les pays africains à atténuer l'impact de la pandémie. **L'obligation dénommée, « Fight COVID-19 Social Bond », est devenue la plus grande obligation « sociale »** jamais lancée sur les marchés financiers internationaux à ce jour, et du plus grand emprunt de référence en USD jamais émis par la BAfD.

- ❖ **L'Union européenne apporte une garantie de 2,1 Mds EUR pour l'Afrique subsaharienne**

La Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé le 7 avril une garantie de **15,6 Mds EUR contre le coronavirus en faveur des pays les plus vulnérables**, dans le cadre d'une approche baptisée « **Team Europe** ». Les ministres européens chargés du Développement, appelés à se prononcer sur cette proposition au cours de discussions en visioconférence organisées les 8 et 9 avril, [ont approuvé un plan d'action qui dédit 2,1 Mds EUR de la somme globale à l'Afrique subsaharienne.](#) [La Banque européenne d'investissement participera à ce financement,](#) notamment via un financement accéléré et une assistance technique ciblée pour les partenaires dans 100 pays, un soutien à court terme pour la santé et les investissements des entreprises en Afrique et un soutien accru aux entreprises touchées par la pandémie.

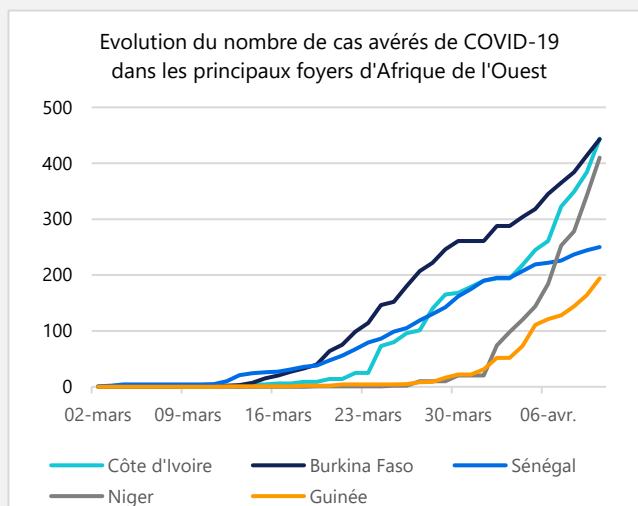
- ❖ **La France lance, via l'AFD, l'initiative « COVID-19 - Santé en commun » pour soutenir les pays d'Afrique**

Dans le cadre de l'initiative prise par le président de la République et ses pairs africains et de l'effort européen, l'Agence française de développement (AFD) annonce le lancement de **l'Initiative « COVID-19 - Santé en commun » de 1,2 Md EUR d'ici à l'été 2020**, en réponse à la crise sanitaire mondiale engendrée par la pandémie liée au virus COVID-19. Son financement repose notamment sur **l'obligation de 1,5 Md EUR émise avec succès par l'AFD le 8 avril.** Le dispositif français apportera une réponse ciblée aux pays en développement, en particulier aux **19 pays prioritaires de l'aide française en Afrique**, dans les bassins océaniques ainsi qu'au Proche Orient. Validé par le conseil d'administration de l'AFD du 2 avril 2020, celui-ci constitue une première réponse face à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques et sociales immédiates. Il comprend deux leviers d'actions : (i) **150 M EUR sous forme de dons** ; (ii) **1 Md EUR sous forme de prêts** afin de répondre aux enjeux de court terme des pays ou des

banques publiques de développement partenaires de l'AFD. Les principaux axes d'intervention de ce dispositif seront **le renforcement des réseaux régionaux de surveillance épidémiologiques** ; des **contributions aux plans nationaux** de réponse au COVID-19 des pays africains ; **des appuis aux principaux acteurs français de la riposte à l'épidémie** (ONG, fondations, réseaux, organismes de recherche, etc.) ; **des appuis budgétaires pour le renforcement des systèmes de santé**. L'Initiative « COVID-19 - Santé en commun » s'appuiera notamment

sur **Expertise France**, qui rejoindra prochainement le groupe AFD, et sa plateforme d'assistance technique mise en place pour appuyer le renforcement des capacités des pays partenaires et permettre un meilleur accès des pays prioritaires aux moyens disponibles au niveau multilatéral. L'initiative française est ainsi conçue comme complémentaire des actions des institutions multilatérales et dans le cadre d'une collaboration forte entre tous les acteurs de l'Union européenne.

Pays	Cas avérés de COVID-19 au 10/04/2020
Bénin	5 (1 décès)
Burkina Faso	443 (24 décès)
Cap-Vert	7 (1 décès)
Côte d'Ivoire	444 (3 décès)
Gambie	4 (1 décès)
Guinée	194
Guinée-Bissau	36
Libéria	31 (4 décès)
Mali	74 (7 décès)
Mauritanie	7 (1 décès)
Niger	410 (11 décès)
Sénégal	250 (2 décès)
Sierra Leone	7
Togo	76 (3 décès)
Total	2009 (58 décès)



ACTUALITE REGIONALE

Africa's Pulse 2020 de la Banque mondiale : la pandémie de COVID-19 entraîne l'Afrique subsaharienne vers sa première récession depuis 25 ans

La croissance en Afrique subsaharienne a été touchée de plein fouet par la pandémie de coronavirus et devrait se rétracter fortement en 2020, dans une fourchette entre -2,1% et -5,1%, contre 2,4% en 2019, plongeant la région dans sa première récession depuis plus de 25 ans, selon la dernière édition d'[Africa's Pulse, le rapport semestriel de la Banque mondiale](#) consacré à la conjoncture économique africaine. Les pertes de production liées à la pandémie de COVID-19 sont estimées entre 37 et 79 Mds USD (entre 34 et 72 Mds EUR) en 2020, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : la désorganisation des échanges et des chaînes de valeur, qui pénalise les exportateurs de produits de base et les pays fortement intégrés dans les filières mondiales ; la réduction des flux de financement étrangers (transferts de fonds des migrants, recettes touristiques, investissements directs étrangers, aide étrangère) et la fuite des capitaux ; l'impact direct de la pandémie sur les systèmes de santé ; et les perturbations consécutives aux mesures de confinement et à la réaction de la population. D'une manière générale, les pays exportateurs de pétrole seront les plus durement touchés tandis que la croissance devrait fortement ralentir dans les deux zones les plus dynamiques de la région (l'UEMOA et la Communauté d'Afrique de l'Est), en raison de l'atonie de la demande extérieure, de la rupture des chaînes d'approvisionnement et de la perturbation des productions nationales. La crise du COVID-19 risque également de provoquer une crise alimentaire en Afrique, la contraction de la production agricole risquant d'atteindre entre 2,6% dans le scénario optimiste et jusqu'à 7% en cas de blocages commerciaux. Les importations de denrées alimentaires vont elles aussi fortement reculer (de 13 à 25%), plombées par des coûts de transaction plus élevés et une demande intérieure en baisse. Plusieurs facteurs sont susceptibles de contrarier les mesures d'endiguement et d'atténuation mises en place par les autorités nationales, en particulier la surpopulation dans les quartiers urbains informels, le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement et la fragilité des systèmes de santé.

Total vend ses réseaux de stations-service au Libéria et en Sierra-Leone

[Le géant pétrolier français a confirmé le 7 avril la cession de ses réseaux de distribution de carburant sierra-léonais et libérien](#) au groupe Conex Oil & Gas Holding Ltd, installé à Monrovia, en même temps que celle de ses parts dans un bloc d'exploration-production offshore au Brunei, vendues à Shell. Total était installé au Libéria et en Sierra Leone depuis 2005 et était leader des deux marchés avec une trentaine de stations-service dans chaque pays. Cette cession s'inscrit dans le programme de vente d'actifs de 5 Mds USD du groupe français sur les exercices 2019 et 2020 et dans le plan d'action annoncé le 24 mars 2020 par le PDG du groupe pour faire face à la chute des cours du brut, qui ont été divisé par deux depuis le début de l'année. Fondé en 2005, comme un groupe d'import-export d'hydrocarbures, mais aussi de denrées alimentaires et de ciment, le groupe libérien Conex s'est lancé plus tardivement dans la constitution d'un réseau de distribution grand-public de carburants. Actif surtout au Libéria, il entend étendre ses activités dans la sous-région, particulièrement en Sierra Leone.

Le projet gazier Grand Tortue Ahmeyim pourrait accuser un retard du fait de la propagation du COVID-19

[British Petroleum affirme qu'en raison de la propagation du Covid-19](#), son navire flottant de production de GNL, FLNG Gimi, dont la livraison était prévue en 2022, ne devrait pas rentrer dans les eaux sénégal-mauritaniennes avant 2023. Le contractant Gimi MS filiale de l'armateur Golaren chargé de la conversion du méthanier a entamé, à la demande de BP, des discussions avec le convertisseur de navires Keppel afin de reprogrammer les activités et réduire les engagements d'investissements pour 2020-2021. Pour rappel, FNLG Gimi devrait coûter 1,3 Md USD pour une capacité de production de 2,5 Mtpa.

La start-up française Weather Force sélectionnée par la Banque mondiale pour un projet sur le coton en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso

Weather Force, déjà présente en Asie, en Amérique du Sud Europe, interviendra [en Côte d'Ivoire](#) et [au Burkina Faso](#) pour mettre en place, avec l'aide du Service météorologique national ivoirien (Sodexam) et l'Agence nationale de la météorologie burkinabè (ANAM), un démonstrateur de services agro météorologiques pour les industriels de la filière coton. Ce déploiement fait suite à la sélection de la start-up française à un appel d'offres de la Banque mondiale soutenant la filière coton au sein des deux pays. Elle bénéficiera à ce titre de 50 K USD de l'institution financière. A terme, les industriels du coton profiteront ainsi d'indicateurs prédictifs pour leur activité tels que des indicateurs de températures ou de pluviométrie. En Côte d'Ivoire, où le secteur agricole représente 23% du PIB, Weather Force estime que les pertes de rendement dues aux chaleurs extrêmes, sécheresses et inondations pourraient s'élever à 1,3 Md USD d'ici à 2040.

BURKINA FASO

La croissance revue à la baisse à +2% pour l'année 2020 en raison de la pandémie COVID-19

Le gouvernement a établi une première analyse des effets de la pandémie COVID-19 sur l'économie nationale. [Le coût total du plan de riposte à l'épidémie estimé est de 394,1 Mds FCFA](#) (596,5 M EUR), dont 177,2 Mds FCFA (268,2 M EUR) pour les mesures sanitaires et 216,87 Mds FCFA (328,3 M EUR) pour les mesures sociales et budgétaires. Le COVID-19 devrait entraîner une réduction du taux de croissance de +6,3% initialement prévu à +2% en 2020, avec un déficit budgétaire projeté à -5% du PIB. Face à une telle situation, une loi de finances rectificative (LFR) est en cours d'élaboration pour respecter les objectifs de soutenir l'offre de soins de santé, assurer la relance économique et garantir la soutenabilité budgétaire. Dans cette LFR, les prévisions de recettes totales et dons passeraient de 2223,7 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) à 1917,8 Mds FCFA (2,9 Mds EUR), soit une baisse de 13,8%, et le taux de pression fiscale ressortirait à 16,1%, contre 18,1% en tendanciel.

La Chine affiche sa mobilisation pour aider le Burkina dans sa lutte contre le COVID-19

Après le don en matériel médical de l'entrepreneur Jack Ma (100 000 masques, 1000 combinaisons, 1000 masques de protection faciale et 20 000 réactifs de dépistage) en provenance de la Chine et arrivé le 28 mars

2020 sur le sol burkinabè, l'Ambassade chinoise a affirmé [dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux le 2 avril](#) vouloir renforcer sa mobilisation. Fin mars, la Chine a aidé le CHU de Tengandogo à mettre en place un système de communication à distance pour renforcer la coopération avec l'hôpital de Shandong. Elle prévoit également d'aider le gouvernement à finaliser la construction de deux bâtiments de confinement destinés à l'accueil de patients malades du COVID-19. De nouveaux soutiens en matériels du gouvernement chinois et des villes de jumelages telles que Shanghai, Zhengzhou et Jiaozhou au Burkina Faso sont par ailleurs annoncés.

1 Md FCFA pour relancer la culture, l'hôtellerie, la restauration et le tourisme après COVID-19

Comme annoncé par le Président du Faso le 2 avril 2020 dans le cadre des mesures de soutien aux secteurs vitaux impactés par la pandémie, le gouvernement a créé le 6 avril [un comité de suivi des modalités d'accompagnement pour la relance de la culture, de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme](#). Ce comité, composé de 10 membres, des cadres du ministère de la culture et du tourisme et des représentants des faïtières des structures relevant de ces secteurs, est présidé par le conseiller technique au ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme, Rasmané Kamba. A l'issue de 4 jours de réunion, le comité devra proposer un plan stratégique d'accompagnement pour lequel serait d'ores et déjà prévu un financement de plus de 1 Md FCFA (1,5 M EUR).

Mesures prises par l'Office national de l'eau (ONEA) dans le cadre de la pandémie

[Le ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Niouga Ambroise Ouédraogo, a annoncé le 7 avril 2020 que plus de 6 Mds FCFA](#) (9,1 M EUR) seront dégagés pour supporter les mesures annoncées par le Président du Faso dans le secteur de l'eau. Les factures d'eau seront prises en charge à hauteur de 8 m³ par ménage, pour un coût estimé à 3,3 Mds FCFA (5 M EUR), et la gratuité de la consommation au niveau des bornes fontaines sera instaurée, pour un coût de 2,3 M FCFA (3,5 K EUR). Les pénalités sur les factures de l'ONEA seront également annulées, représentant un coût de 415 M FCFA (628,3 K EUR), et les factures d'eau dans 36 marchés fermés seront prises en charge, pour un coût de 50 M FCFA (75,7 K EUR).

CAP-VERT

Croissance du PIB de 5,7% au quatrième trimestre 2019, en baisse de 1,3 pp par rapport au troisième trimestre 2019

[Au quatrième trimestre, le PIB a augmenté de 5,7% en glissement annuel](#) (g.a.), soit 1,3 pp de moins qu'au troisième trimestre 2019. La consommation finale a cru de 8% en g.a. au quatrième trimestre 2019 (7,3% au trimestre précédent). L'investissement a diminué de 7,6% en ga (-7,1% au trimestre précédent). Les exportations ont augmenté de 8,6% et les importations de 3,5%. La valeur ajoutée des secteurs ayant contribué positivement à la croissance totale du PIB est la suivante : agriculture (+2,8%, contribution de 0,1 pp), construction (+17%, 1,8 pp), commerce (+3,4%, 0,1 pp), transports (5,9%, 1,3 pp) et hébergement et restauration (+10,5%, 0,8 pp). La valeur ajoutée du secteur manufacturier a quant à elle diminué de 4,6% (contribution de 0,3 pp).

COTE D'IVOIRE

Octroi d'un appui de la Banque mondiale pour soutenir les réformes ivoiriennes dans le secteur de l'agroforesterie et l'énergie

[La Banque mondiale et le gouvernement ivoirien ont signé, le 2 avril 2020, un accord de crédit de 200 M USD \(181 M EUR\)](#), pour soutenir les réformes visant à favoriser les investissements dans le cacao, l'agroforesterie, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans le respect strict de l'environnement, et à accélérer la mobilisation de ressources domestiques et renforcer l'efficacité des programmes sociaux en faveur des populations les plus pauvres. Le Conseil des ministres ivoirien a ensuite ratifié cet accord de prêt le 8 avril. Le Gouvernement et la Banque mondiale ont collaboré étroitement avec le ministère allemand de la Coopération (BMZ, KfW et GiZ). Les autorités allemandes ont approuvé en décembre 2019 un financement parallèle à

hauteur de 60 M EUR et une assistance technique pour soutenir la mise en œuvre de certaines mesures énergétiques.

Un appui financier de 4,4 M USD des Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre le COVID-19

Le gouvernement américain, à travers les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), fournira [une assistance technique d'une valeur de 4,4 M USD à la Côte d'Ivoire](#) en vue d'atténuer la propagation du COVID-19. Selon les autorités américaines, cet appui financier vise à renforcer le système sanitaire de la Côte d'Ivoire, notamment de : renforcer les mesures de prévention et de contrôle des infections dans les établissements de soins de santé ; limiter la propagation des maladies grâce à une meilleure localisation des contacts et la recherche de cas ; contribuer à une surveillance épidémiologique plus robuste, gérer et analyser des données ; renforcer les capacités diagnostiques des laboratoires ; former le personnel des laboratoires dans la biosûreté et la biosécurité ; former le personnel de santé dans la gestion des cas. Cette aide financière permettra également de lutter contre la désinformation sur le Covid-19.

COVID-19 : Interdiction d'augmentation des loyers

[Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Koné, a annoncé avoir proposé une série de six mesures](#) visant à préserver le pouvoir d'achat des ménages ivoiriens, en particulier leurs dépenses d'habitation. Parmi ces mesures : l'interdiction de l'augmentation des loyers pendant 3 mois, la suspension de l'expulsion des locataires et l'incitation à la concertation entre les bailleurs et les locataires.

Saisie de pots de gel hydro-alcoolique par les douanes

[Les services douaniers ivoiriens ont saisi 9 764 pots de gel hydro-alcoolique](#) (environ 2,5 M L) qui étaient dissimulés dans 3 camions en direction du Ghana. L'exportation de ces gels est interdite en vertu d'un arrêté pris par le ministre du Commerce et de l'Industrie le 24 mars 2020.

Rachat de la société française SES par le groupe ivoirien Plastica

[Le groupe Plastica, leader ouest-africain de la plasturgie, s'est vu attribué par un arrêt de la Cour d'appel de RIOM \(France\) la reprise des actifs de la société SES, spécialiste français de l'emballage médical.](#) Le fabricant de sacs et d'emballages plastiques installé à Saint-Pal-de-Mons (Haute-Loire) était en redressement judiciaire depuis septembre 2019. Pour redresser les comptes de SES renommé Plastica France, Abbas Braddredine (Actionnaire majoritaire et DG) prévoit de développer les exportations au niveau européen, mais aussi vers l'Afrique. Le repreneur a annoncé par ailleurs vouloir investir 15 M EUR pour bâtir un nouveau site de production.

Mitrelli Group décroche un contrat de 160 M USD pour réaliser 95 systèmes hydrauliques

Le ministère ivoirien de l'Hydraulique et l'entreprise israélienne spécialisée dans l'adduction d'eau potable et assainissement, Mitrelli Group Limited, ont procédé, le 3 avril 2020 à Abidjan, à la signature d'un contrat pour les études et les travaux de réalisation de systèmes hydrauliques en Côte d'Ivoire. D'un coût total de 98,3 Mds FCFA (environ 150 M EUR), ce projet prévoit la conception et la réalisation de 95 systèmes d'hydraulique urbaine dans 95 chefs-lieux de sous-préfectures de la Côte d'Ivoire. Selon les autorités ivoiriennes, la mise en œuvre de ce projet entre dans le cadre du plan de riposte supplémentaire d'un coût de 1700 Mds FCFA (2,6 Mds EUR), annoncé par l'Etat de Côte d'Ivoire pour limiter la propagation du Covid-19 dans le pays. [D'après les dernières données de l'UNICEF, datant de 2017](#), le taux d'accès à l'eau courante et au savon en Côte d'Ivoire se situerait à 53%.

Hausse de 15% des exportations de caoutchouc en janvier et février 2020 par rapport à l'année précédente

[La Côte d'Ivoire a exporté 158 523 tonnes de caoutchouc naturel en janvier et février 2020](#), selon les données provisoires communiquées par les ports du pays. Les exportations sont ainsi en hausse d'environ 15% par rapport aux mêmes mois de l'année précédente. Cependant, le Président de l'Association des professionnels

du caoutchouc naturel en Côte d'Ivoire (Apramac), Eugène Krenien Malan, a déclaré dans une interview à RFI que [les commandes avaient complètement cessé sur le mois de mars](#) en raison de l'épidémie de COVID-19, les usines en Europe et en Asie étant fermées. Pour rappel, la Côte d'Ivoire, premier producteur africain de caoutchouc naturel, exporte la totalité de sa production. Les pertes pour le mois de mars s'élèveraient à 60 Mds FCFA (91,5 M EUR).

Nestlé a retiré 3 700 exploitations situées en zone protégée en Côte d'Ivoire et au Ghana de sa chaîne d'approvisionnement

[La société Nestlé a annoncé qu'elle avait cartographié, à l'aide de coordonnées GPS, 75 % des 120 000 exploitations de cacao](#) où elle s'approvisionne directement en Côte d'Ivoire et au Ghana. L'objectif de cette démarche est de retirer de la chaîne d'approvisionnement du groupe le cacao produit dans les forêts protégées d'Afrique de l'Ouest, alors que la pression des consommateurs et des gouvernements pour un cacao « éthique » augmente. En se basant sur cette cartographie, Nestlé a retiré 3 700 exploitations de sa chaîne d'approvisionnement. L'objectif annoncé du groupe est de produire ses confiseries à base de cacao durable à 100% d'ici 2025. La société a entrepris cette cartographie dans le cadre de ses engagements au titre de l'initiative Cacao et forêts (CFI), un accord visant à mettre fin à la déforestation, signée lors de la conférence des Nations unies sur le changement climatique en 2017 par la Côte d'Ivoire, le Ghana et 24 sociétés de commerce de cacao et chocolatiers, dont Ferrero, Lindt, Mondelez, Olam et Cargill. La Côte d'Ivoire, qui fournit 2/3 de la production mondiale, estime que 40% de son cacao provient de zones protégées. Elle a perdu environ 80% de sa couverture forestière au cours des 50 dernières années.

GAMBIE

Fermeture de la brasserie Banjul Breweries

[L'unique brasserie du pays, Banjul Breweries, filiale du groupe français Castel](#) qui produisait de la bière (60%) et des boissons non alcoolisées (40%), a fermé ses portes fin mars. Ses 150 salariés ont été licenciés. Cette fermeture intervient alors que la taxe sur l'alcool a été augmentée par le gouvernement de 10% à 75% pour l'année 2019.

GUINEE

Le Premier ministre présente un plan de riposte de 3500 Mds face au coronavirus

[Le Premier ministre guinéen a présenté le 6 avril 2020 un plan de riposte économique d'un montant de plus de 3 000 Mds GNF](#) (295,9 M EUR) pour faire face à l'impact de la pandémie de COVID-19 qui sévit en Guinée depuis le 12 mars. Ce plan s'articule autour de 30 mesures spécifiques, avec trois axes : (i) une composante sanitaire, doté de 1 125 Mds GNF (111 M EUR), pour contenir et juguler l'épidémie ; (ii) une composante sociale, d'un coût global de 927 Mds GNF (91,4 M EUR), qui a pour but d'atténuer les conséquences de la crise sanitaire pour les ménages, notamment ceux en situation de précarité et (iii) une composante appui au secteur privé, évaluée 1 041 Mds GNF (102,7 MEUR), pour mitiger les effets de l'épidémie sur les entreprises, en particulier des secteurs les plus affectés. L'Etat s'est engagé entre autres à payer les factures d'eau et d'électricité pendant trois mois, à accorder un report du paiement des impôts, taxes et versements assimilés de trois mois pour l'ensemble des petites et moyennes entreprises et à créer un fonds de garantie des prêts bancaires aux PME, avec une dotation initiale de 50 Mds GNF (4,8 M EUR). Pour assurer le financement de ces mesures, le Premier ministre a annoncé la création d'un fonds spécial baptisé Fonds de riposte COVID-19, avec un budget minimum de 2 500 Mds GNF (246,6 M EUR), qui sera alimenté par l'Etat via différentes sources de financement déjà identifiées et par les contributions volontaires des particuliers et des entreprises. Le Fonds servira principalement à alimenter i) l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) ; ii) les structures de santé ; iii) l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) ; iv) le financement des mesures d'allègements de charges à destination des ménages ; v) le financement de l'allègement des charges pour le secteur privé.

La Banque africaine de développement offre une assistance technique pour le développement de mini-réseaux d'énergie verte

[La Banque africaine de développement \(BAfD\)](#), à travers son [Fonds des énergies durables pour l'Afrique \(SEFA\)](#), a approuvé une subvention de 830 000 USD pour soutenir l'Agence guinéenne pour l'électrification rurale (AGER), dans la mise en place de projets de mini-réseaux verts en Guinée. Cette subvention permettra de financer spécifiquement des études de préfaisabilité techniques, économiques, financières et d'impact environnemental et social des projets de mini-réseaux verts. Il s'agit de projets identifiés dans le Plan d'électrification élaboré par le gouvernement en coordination avec la Banque mondiale et l'Agence française de développement (AFD), qui apportent un financement de 7 M USD. La subvention de la BAfD apportera un soutien à l'AGER pour l'évaluation des offres du secteur privé et la conduite des négociations des contrats de construction, d'exploitation et de maintenance des mini-réseaux résultant de l'appel d'offres qui sera lancé par la Banque mondiale. Pour rappel, 64% de la population guinéenne (8,1 millions d'habitants) vivent en zone rurale où 7% seulement ont accès à l'électricité, contre 34% au niveau national.

Deux locotracteurs du chemin de fer du Projet Boffa-Boké en partance de Chine pour la Guinée

[Dans le cadre du projet Boffa-Boké, le consortium SMB et son partenaire WCRG](#) construisent une voie ferrée de 135 km reliant les gisements bauxitiques de Santou II et Houda au terminal portuaire de Dapilon. En prévision de la mise en service courant 2021 de la ligne, deux locotracteurs ont été chargés la semaine dernière en Chine sur le Winning Grace en partance pour la Guinée. Ce projet, signé entre la SMB et l'Etat de Guinée fin 2018, d'un budget initialement chiffré à 3 Mds USD, prévoit – outre la construction du chemin de fer – l'exploitation des deux gisements susmentionnés ainsi que la création d'une raffinerie en alumine.

Lancement de la campagne de commercialisation de la noix de cajou

[Le ministère du Commerce a lancé la campagne de commercialisation de la noix de cajou 2020/2021](#) le 1^{er} avril sur l'ensemble du territoire, avec un prix plancher qui n'a pas été communiqué mais qui devrait avoisiner les 5000 GNF (0,48 EUR) par kilo. A titre de comparaison, en Côte d'Ivoire (premier producteur mondial avec l'Inde et le Vietnam avec près de 700 K tonnes produites par an), la campagne a été ouverte le 6 février avec un prix d'achat fixé à 400 FCFA (0,60 EUR) par kilo. Avec moins de 50 tonnes de noix de cajou produites par an, la Guinée est un producteur marginal dans la région. En raison de l'épidémie de COVID-19, la traditionnelle cérémonie de lancement de la campagne a été annulée.

LIBERIA

Le président Weah déclare l'état d'urgence face au COVID-19

[Dans une allocution prononcée le 8 avril](#), le Président libérien a déclaré l'état d'urgence, qui sera ainsi instauré à partir du 10 avril pour une durée de 14 jours. 4 comtés seront mis « en quarantaine », obligeant les habitants à rester confinés avec une tolérance d'une heure par jour pour les situations d'urgence ou les achats de première nécessité, dont celui qui englobe la capitale Monrovia de plus d'un million d'habitants. Les déplacements entre les 15 comtés du Libéria seront limités et les frontières fermées. Pour rappel, le Libéria est pour l'instant relativement épargné par l'épidémie avec 31 cas confirmés, dont 4 décès. Cependant, le pays a été particulièrement touché par l'épidémie Ebola entre 2014 et 2016, qui a fait près de 11 000 morts au total en Afrique de l'Ouest dont près de 5000 au Libéria. En 2014, la mise en quarantaine de l'immense bidonville de West Point à Monrovia avait déclenché des émeutes de résidents manquant de nourriture et d'eau.

L'Ambassade des Etats-Unis octroie 40 M USD pour le secteur de la santé en 2020

[L'Ambassade des États-Unis au Liberia fournira cette année 40 M USD pour le secteur de la santé](#), notamment destinés à soutenir la réponse du Libéria à la pandémie COVID-19. Cette somme s'inscrit dans le cadre de l'aide annuelle de l'Ambassade américaine, d'un montant total de 100 M USD. Parmi les actions mises en avant par l'Ambassade : des composants essentiels aux tests de COVID-19 ont été apportés par les Etats-Unis au Libéria dans des vols affrétés pour le retour des citoyens américains sur leur sol ; les Centres américains

de contrôle et de prévention des maladies (CDC) soutiennent le réseau RIDERS for Health, qui transporte des échantillons de laboratoire à travers le Libéria pendant la pandémie ; l'Agence américaine pour le développement international (USAID) est impliquée dans diverses activités de soutien aux autorités libériennes (formation du personnel de santé, fonctionnalité du centre d'appels, prévention auprès de la population, etc.).

MALI

Le développement du projet de lithium Bougouni retardé en raison du Covid-19

[La compagnie minière britannique Kodal Minerals fait face à de nombreuses difficultés dans l'avancement de son projet de lithium Bougouni](#), en raison du coronavirus. Elle a suspendu toutes ses activités d'exploration sur le site pour limiter le risque de contagion, et ne compte les reprendre qu'en septembre, si la situation le permet. Pour rappel, selon l'étude de faisabilité publiée par le groupe en début d'année, le projet Bougouni pourrait produire 1,9 M tonnes de concentré de lithium sur une durée de vie minimale de 8,5 ans. Il nécessiterait un investissement de 117 M USD récupérables au bout de 1,7 an, avec des revenus estimés à 1,4 Mds USD. Kodal Minerals a déposé une demande de permis d'exploitation minière auprès des autorités maliennes, mais les négociations sont suspendues dans le contexte du COVID-19.

MAURITANIE

La Banque mondiale débloque 133 M USD pour l'aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil

[Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé trois dons de l'Association internationale de développement \(IDA\)](#) d'un montant total de 133 M USD, provenant notamment du Sous-guichet régional d'IDA18 pour l'aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil. Ces fonds sont destinés à améliorer l'accès des populations les plus pauvres et vulnérables aux services et infrastructures de base dans les circonscriptions de Trarza, du Gorgol, de l'Assaba et du Guidimakha, ainsi que dans les deux Hodhs (el Gharbi et el Chargui), situés au sud de la Mauritanie, à la frontière avec le Sénégal et le Mali. Cet appui financier est destiné à financer deux nouveaux projets et à apporter un financement supplémentaire à un projet en cours d'exécution dans le secteur de la santé : (i) le projet d'appui à la décentralisation et au développement des villes intermédiaires productives (66 M USD) ; (ii) le projet sectoriel d'accès à l'eau et à l'assainissement (44 M USD) ; (iii) le projet en cours d'appui au système de santé (23 M USD).

Les prix des légumes et des huiles fixés par l'Etat

[Le ministère du Commerce et du Tourisme a publié une circulaire](#) par laquelle il fixe sur les marchés les prix à la consommation des légumes (pommes de terre et oignons) et des huiles. Les prix ont été fixés en concertation avec les importateurs suite à la suppression des droits de douane dans le cadre des mesures prises pour limiter les effets de la crise du coronavirus sur les populations. La circulaire fixe à 38 MRU (0,93 EUR) le prix du litre d'huile, à 720 MRU (17,7 EUR) les 20 litres pour les importateurs et à 730 MRU (17,9 EUR) pour la vente en demi-gros. Les sacs d'oignons et de pommes de terre sont respectivement à 800 MRU (19,7 EUR) et 820 MRU (20,2 EUR) en demi-gros, le kilogramme est fixé dans les deux cas à 20 MRU (0,5 EUR).

La société Arise a procédé à un don de matériel important au profit de l'Etat pour la lutte contre la pandémie

[La société Arise basée au Gabon](#), copropriétaire de la société Arise Mauritania avec le groupe français Meridiam, a affrété un avion-cargo chargé de 14 palettes de matériel médical en faveur de l'Etat mauritanien pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Le don a été réceptionné par les autorités le 4 avril et comprend : 2 millions de masques chirurgicaux, 15 000 masques FFP2, 23 000 combinaisons d'isolement, 3 000 pistolets thermomètre, 5 caméras thermique, 26 000 bouteilles d'assainissement.

Nouvelle rupture du câble sous-marin qui alimente le pays en réseau internet

[Le câble sous-marin fournissant l'accès au réseau internet mondial à la Mauritanie a de nouveau été sectionné à 27 km des côtes](#) par un chalutier. Le 27 février 2020 le câble avait déjà été sectionné et le pays avait dû attendre le 19 mars pour que les dommages soient réparés. La situation est d'autant plus préoccupante pour les autorités qui, dans un contexte de couvre-feu (de 18h à 06h du matin), ont sollicité une intervention rapide. Le bateau chargé des travaux prévoit une arrivée sur site le 15 avril. C'est la 3^{ème} fois depuis 2018 que des bateaux de pêche endommagent le câble ACE (Africa Coast to Europe), privant les internautes mauritaniens de haut débit. Le réseau entier est désormais dépendant d'une dorsale de fibre optique en provenance du Sénégal et fonctionne à 1/3 de ses besoins.

NIGER

Octroi de 140 M USD par la Banque Mondiale au secteur éducatif

[A travers l'Association internationale de développement \(IDA\), la Banque Mondiale a approuvé un financement de 140 M USD](#) (128 M EUR), dont 20 M USD sous la forme d'un prêt en faveur du Niger. Le projet Learning Improvement for Results in Education (LIRE) a pour objectifs l'amélioration de la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage, ainsi que le renforcement de la planification et de la gestion du système éducatif. Pour se faire, les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) joueront un rôle important dans l'exécution du projet, qui couvrira tout le territoire national, avec un accent particulier sur les régions de Diffa, Maradi, Tahoua, Zinder et Tillabéry.

Prêt de 2,3 M EUR accordé par Proparco à ACEP Niger pour le micro-crédit

[Le Groupe AFD, à travers sa filiale privée Proparco, a accordé un prêt de 1,5 Md de FCFA \(2,3 M EUR\) à ACEP Niger](#), la deuxième institution de microfinance du Niger, créée en 2012 avec le soutien de l'AFD. Grâce à cette opération, ACEP Niger devrait délivrer des micro-prêts à plus de 35 000 petits entrepreneurs. Pour rappel, le niveau d'exclusion financière est très élevé au Niger. Seuls 16% des Nigériens ont accès à un compte bancaire (Global Findex, 2017) et 84% des microentreprises déclarent avoir des problèmes d'accès au crédit (MSME Finance Gap).

Le Niger reconstruit ses réserves stratégiques alimentaires pour 2,7 Mds FCFA (4,1 M EUR)

[Le ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé a annoncé l'attribution de deux marchés publics](#) dans le but de reconstituer des réserves stratégiques alimentaires. Quatre entreprises ont été sélectionnées pour le compte de l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN) pour un montant de plus de 2,7 Mds FCFA (4,2 M EUR). Le premier marché s'élève à près de 1,7 Md FCFA et a été attribué pour l'acquisition de 6 000 tonnes de céréales aux établissements Elh Tera Saihibou (2 000 tonnes de mil), Ha Albichir (1 400 tonnes de maïs), Bine Com (100 tonnes de sorgho) et BM Trans (2 500 tonnes de riz). Un délai de 21 jours a été donné à ces entreprises pour la constitution de ces réserves. Le second marché s'élève à 1 Md FCFA et concerne l'acquisition de 3 737 tonnes de céréales. Plus restreint, il a été attribué à la société Elh Tera Saihibou, avec un délai de reconstitution de 15 jours.

Obtention de la licence 4G par la société de télécoms Zamani (ex-Orange Niger)

[L'Etat a octroyé une licence 4G à la société Zamani Com](#) (rachetée en 2019 par deux entrepreneurs nigérien et malien) pour un montant de 18 M EUR (12 Mds FCFA) sur une période de 15 ans. Zamani devient ainsi le deuxième opérateur au Niger après Airtel à s'offrir la 4G dans le pays. L'entreprise a également investi près de 47 M EUR (28,4 Mds FCFA) pour le renouvellement des licences 2G et 3 G et pour l'exploitation de réseaux et services de télécommunications mobiles ouverts au public au Niger. Pour rappel, le groupe français Orange avait vendu les parts du capital de Orange Niger à la société Zamani Com en novembre 2019.

SENEGAL

COVID-19 : mise en place de mesures sociales et économiques

[L'essentiel du traditionnel discours à la Nation du Président Sall](#), à la veille de la célébration de la fête de l'indépendance a été consacré à la pandémie de COVID-19. Macky Sall a ainsi annoncé plusieurs mesures dont : (i) un appui financier de 64,4 Mds FCFA (98 M EUR) au secteur de la santé ; (ii) des mesures sociales à hauteur de 100 Mds FCFA (152 MEUR) à travers la distribution de vivres à 1 M de ménages (105 M EUR), un appui aux Sénégalais de la diaspora (19 M EUR) et le paiement, pendant deux mois, des factures d'électricité des ménages de la tranche sociale (24 M EUR) et d'eau (4 MEUR) ; et (iii) des mesures de soutien au secteur privé (1 Md EUR) avec la remise partielle de la dette fiscale au 31 décembre 2019 (304 M EUR), l'extension de la suspension de TVA de 12 à 24 mois, des remises et suspensions d'impôts accordées aux entreprises qui s'engageront à maintenir leurs travailleurs en activité pour la durée de la crise, ou à payer plus de 70% du salaire des employés mis en chômage technique, une enveloppe de 152 M EUR pour soutenir les secteurs les plus touchés (hôtellerie, transports, agriculture) et le paiement de 302 Mds FCFA (460 M EUR) consacrés au paiement des fournisseurs de l'Etat. Il indique également que la pandémie aura un impact considérable sur la croissance économique sénégalaise, estimée à moins de 3% en 2020 contre une prévision initiale de près de 6%.

SIERRA LEONE

21,1 M USD du FMI après l'achèvement la deuxième revue au titre de la facilité élargie de crédit

[A l'issu de l'achèvement de la deuxième revue effectuée au titre de la facilité élargie de crédit](#) (FEC) le 3 avril 2020, le Conseil d'administration du FMI a approuvé le décaissement de 21,1 M USD en faveur de la Sierra Leone, ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 63,4 M USD. Le 6 avril 2020, [le Conseil d'administration du Fonds a également achevé la consultation de 2019 au titre de l'article IV](#). Pour rappel, le programme de réformes du gouvernement soutenu par la FEC est mis en œuvre depuis novembre 2019. Il vise principalement à créer un espace budgétaire pour les besoins du développement en renforçant la mobilisation des recettes, en limitant les dépenses courantes et en améliorant l'efficacité des investissements publics. En dépit du non-respect d'un critère de performance (l'omission par inadvertance de titres émis au secteur non bancaire a donné lieu à une violation du critère sur le crédit net au gouvernement), la revue a souligné les bons résultats du programme et s'est félicité de l'importance accordée aux investissements dans l'éducation et la santé, dans le budget 2020. En effet, la croissance s'est stabilisée à 3,5 % en 2018, avant de remonter à 5,1 % en 2019. Dans le même temps, l'inflation s'est ralentie pour passer sous la barre des 14 % à la fin de l'année 2019. Cependant, le Conseil d'administration du Fonds s'inquiète des effets de l'épidémie de COVID-19. Alors qu'une croissance de 4,5% était attendue cette année, les perspectives sont désormais très incertaines.

La Banque centrale sierra léonaise publie les modalités de fonctionnement de sa facilité de crédit de 500 Mds SLL

Dans le cadre des mesures annoncées le 19 mars 2020 pour atténuer l'impact économique de la pandémie mondiale de COVID-19 sur le pays, la Banque centrale de Sierra Leone (BSL) a décidé de créer une facilité de crédit spéciale de 500 Mds SLL (47,9 M EUR) pour soutenir la production, l'approvisionnement et la distribution de biens et services essentiels. A cet effet, la BSL a récemment publié [les règles et procédures de gestion de ladite facilité](#). Les produits éligibles sont la nourriture pour bébé, le riz, le poulet congelé, les produits pétroliers, le lait, les médicaments, la farine, l'oignon, le sel, le sucre et l'huile végétale. Concernant les critères d'éligibilité des entreprises, celles-ci doivent générer au moins 75% de leurs revenus grâce à des opérations en Sierra Leone et ne doivent pas avoir fait défaut sur leurs prêts au cours des cinq dernières années. Comme annoncé précédemment, les fonds sont mis à disposition des entreprises par le biais des banques. Toutefois, ils sont décaissés directement au profit du fournisseur du bien ou de l'intrant à acheter (et non à l'emprunteur). Aussi, le taux d'intérêt effectif tout compris pour les prêts accordés au titre de la facilité est de 7%.

TOGO

Validation de la 6^{ème} et dernière revue du programme FMI

[Le Conseil d'administration du FMI a validé la conclusion positive de la dernière revue du programme 2017-2019](#), appuyé par une facilité élargie de crédit (FEC). Le Togo a engagé le redressement de ses équilibres macroéconomiques pendant la durée du programme en ramenant son déficit budgétaire sous la barre des 3 % et en réduisant l'endettement de 81 % du PIB fin 2016 à 70,9% fin 2019. Pour faire face au choc de la crise sanitaire qui verra le creusement des déficits publics, le FMI a répondu favorablement à la demande togolaise d'augmenter les décaissements au titre du programme en sorte que ce sont 96,63 M DTS (131,3 M USD) qui ont été débloqués, soit 71,49 M DTS additionnels. Le total des décaissements au titre de l'accord est ainsi porté à 247,7 M DTS (336,4 M USD).

Face aux pertes d'activités dues au COVID-19, le Togo met en place un revenu universel de solidarité et réajuste le prix des carburants

[Les autorités togolaises ont mis en place un programme de revenu universel de Solidarité au Togo - dénommé « Novissi »](#) - visant à soutenir tout citoyen togolais éligible ayant perdu son revenu en raison de l'adoption des mesures de riposte contre le COVID-19. Les bénéficiaires du programme recevront mensuellement 12 500 FCFA (19 EUR) pour les femmes, 10 500 FCFA (16 EUR) pour les hommes et 20 000 FCFA (30,4 EUR) pour les conducteurs de taxis-motos. Ces mesures s'ajoutent à celles de la gratuité des tranches sociales des tarifs de l'eau et de l'électricité. Le Gouvernement a également décidé de réajuster le prix des carburants à la pompe suite à la chute des cours du brut. L'essence passe ainsi de 564 FCFA à 508 FCFA par litre.

L'usine de transformation du maïs Sitrapat démarre ses activités

Le ministre de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique a annoncé dans une note datée du 25 mars 2020 que [la Société industrielle de transformation des produits agricoles tropicaux \(Sitrapat\), spécialisée dans la transformation de maïs, avait démarré ses activités](#) de production dans son usine à Tsévié (35 km au nord de Lomé). L'entreprise togolaise a pour objectif de produire 50 tonnes par jour de produits issus du maïs, notamment de la farine de haute qualité, de la semoule (gritz) pour les brasseries ou à la consommation humaine sous forme de couscous à cuire à la vapeur, ou encore du son et du germe pour l'alimentation du bétail et de la volaille. L'installation de l'unité industrielle a nécessité un investissement de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR). Sitrapat achète l'ensemble de ses matières premières auprès des agriculteurs locaux. Il est prévu que la société aide les producteurs à disposer de bonnes semences afin qu'ils puissent augmenter leur rendement. Pour rappel, le Togo produit annuellement environ 800 K tonnes de maïs dont, plus de 50 K tonnes en excédent. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND2018-2022) qui encourage les initiatives d'entreprises de promotion des produits du terroir.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque